



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Formation professionnelle
- Crise financière

GEOGRAPHIES

- Madagascar
- Cambodge

ORGANISATIONS

- Zone Franc
- OXFAM

DEBATS SUR L'AIDE ■ Financer le développement 2008 : appropriation ? ■ Evaluation of the Implementation of the Paris-Declaration
■ Atouts et défis de la politique européenne de coopération au développement à l'horizon 2015

A NE PAS MANQUER ■ Mondialisation des marchandises et marchandisation du monde ■ Rapport 2008 sur les pays les moins avancés ■ Introduction à la nouvelle économie politique

Editorial

OMC : échec à Genève

Au terme des négociations qui se sont déroulées du 21 au 29 juillet à Genève, le Directeur général de l'OMC

a posé sans détours le constat d'échec de cette réunion. De leur côté, les ministres participants ont exprimé leur regret de ne pas avoir abouti à un accord en dépit des avancées enregistrées sur un certain nombre de dossiers. Lancé en 2001 pour « mettre la libéralisation des échanges au service des pays pauvres », le programme de Doha est manifestement en panne. Aujourd'hui, rien ne permet de penser l'avenir des échanges commerciaux à moyen terme, faute d'accords multilatéraux.

Constitués en groupe, les poids lourds (Australie, Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Japon, Europe) devaient « mettre sur la table » toutes les questions pour parvenir à un compromis sur le dossier sensible des subventions agricoles et de l'ouverture du marché industriel. Si l'Inde et la Chine se sont associées pour défendre leur agriculture en cherchant à maintenir les droits de douanes sur les produits stratégiques, les Etats-Unis n'ont semble-t-il fait aucune concession en matière de subvention à leur agriculture d'exportation. Toutes les discussions ont buté sur le niveau de déclenchement du mécanisme de sauvegarde que les uns et les autres se sont proposé de fixer.

Rapports de force

Quels sont les gagnants et les perdants de l'échec de la rencontre de Genève ? Si les pays membres de l'Union européenne n'hésitent pas à afficher leurs divisions, en Chine, aux Etats-Unis et en Inde beaucoup se félicitent du résultat. Le *statu quo* actuel permettra aux pays émergents de protéger leur agriculture et aux pays riches de maintenir des subventions sur les produits agricoles. Les pays aux économies fragiles continueront, quant à eux, d'endurer les effets « pervers » du système. Les paysans africains de la filière coton ne sont donc pas au bout de leur peine étant donné le maintien de subventions qui les pénalisent sur le marché.

Aux nombreuses déclarations des participants faisant état de leur déception de voir les discussions se solder par un échec sont venues s'ajouter les mises en garde contre la multiplication des accords bilatéraux qui pourrait se faire au détriment des plus faibles. L'émergence de nouvelles puissances économiques et la complexité des intérêts augurent des enjeux commerciaux stratégiques de demain. Pour l'heure, l'OMC est à la « croisée des chemins ». Survivra-t-elle, du moins dans sa forme actuelle, à la nouvelle donne ?

HL

Défis mondiaux

Formation professionnelle

L'ouvrage

L'apprentissage à tout âge dans l'économie mondiale du savoir : des défis pour les pays en développement

Banque mondiale, Presse de l'Université de Laval, 2008, 162 p. - Cote H5.112

L'émergence de l'économie mondiale du savoir accroît la valeur de l'apprentissage dans le monde. En tant que sources de croissance économique et de développement, les savoir-faire et l'application des nouvelles technologies, ont des impacts majeurs sur les modes d'apprentissage. Dans la plupart des pays, l'apprentissage à tout âge s'impose de plus en plus comme une nécessité. Celui-ci recouvre les acquis réalisés tout au long de l'existence et dans les contextes d'apprentissage les plus divers. Les possibilités d'apprentissage dont les hommes et les femmes bénéficient sur tout leur cycle de vie déterminent de plus en plus la capacité des pays à rester concurrentiels dans l'économie mondiale du savoir. Dans ce contexte, les structures éducatives formelles s'avèrent moins importantes que l'apprentissage lui-même. Il devient essentiel de mieux intégrer les programmes d'apprentissage et de renforcer l'adéquation entre les différentes composantes du système. Les apprenants devraient pouvoir entrer dans le système et en sortir en différents points de l'architecture. Le système d'apprentissage doit regrouper une multiplicité d'acteurs : les apprenants, leurs familles, les employeurs, les fournisseurs de services et l'État. Dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie, la gouvernance va donc bien au-delà des ministères de l'Éducation et du Travail.

Le rapport web

Les déterminants de l'accès à l'emploi chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc

Schonholzer, J., Université de Montréal, 2008, 134 p.

Au Maroc, le problème du chômage chez les jeunes diplômés semble s'empirer. L'objectif de cette recherche est d'explorer les facteurs qui favorisent ou limitent l'accès à

l'emploi chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle. Malgré le fait que le chômage touche toutes les composantes du système éducatif marocain, cette thèse se concentre sur les diplômés de la formation professionnelle. L'objectif est l'étude de l'accès à l'emploi chez cette population et les facteurs qui l'influencent. Plus précisément, il vise à répondre à la question suivante : quels sont les facteurs qui favorisent l'accès à l'emploi des diplômés de la formation professionnelle au Maroc ? L'examen de la situation des diplômés de la promotion de l'année 2000 et quatre années après leur sortie permet d'y répondre. Dans la littérature, plusieurs explications ont été données quant au taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés. L'accroissement rapide de la population en général et la scolarisation croissante des enfants en sont quelques-unes. Cependant, malgré la tendance de la population marocaine à poursuivre une éducation (notamment supérieure), il n'y a pas eu des changements structurels dans le marché du travail marocain. Ce dernier reste plus favorable aux travailleurs sans éducation.

L'article

La formation professionnelle : un élément stratégique des relations de coopération Nord-Sud

Vernières, M., Université Paris 1, 2007, 14 p.

Cet article analyse le fonctionnement des systèmes de formation professionnelle des pays du Sud dans leur contexte territorial afin d'identifier les conditions auxquelles la coopération internationale, étudiée à partir de cas particuliers conduits dans le cadre de la coopération française, peut contribuer positivement à l'amélioration de ces systèmes de formation professionnelle. L'auteur souligne la difficulté d'une prospective des modalités complexes du processus de reconexion Nord-Sud et invite à examiner les « conditions de mise en œuvre de cette reconexion ». Parmi celles-ci, la nature des qualifications disponibles dans les pays du Sud est appelée à jouer un rôle déterminant.

Défis mondiaux

Crise financière

L'ouvrage

L'implosion, la finance contre l'économie - Ce que révèle et annonce la « crise des subprimes »

Jorion, P., Fayard, 2008, 331 p. - Cote E5.238

Dans les premières années du XXI^e siècle, une bulle s'est développée au sein de l'immobilier résidentiel américain. Les emprunteurs subprime qui ne pouvaient faire face à leurs engagements sans une appréciation constante du prix de leur logement se retrouvèrent rapidement en situation délicate. La mise sur le marché de leurs logements saisis ne fit qu'aggraver la crise. L'industrie financière s'était d'abord adaptée passivement à la bulle. Elle la facilita ensuite en mettant au point de nouveaux types de prêts. Plusieurs milliers de ces prêts sous la forme d'obligations ont été « titrisés » et vendus à des investisseurs éparpillés dans le monde. Quand un nombre important d'emprunteurs subprime a jeté l'éponge, ces obligations tombèrent sous la barre de la rentabilité entraînant des pertes considérables pour les établissements financiers. Ces derniers accordèrent de moins en moins de prêts et provoquèrent un tarissement du crédit qui ne tarda pas à affecter l'économie réelle. Tel est l'enchaînement qui a abouti à la crise financière majeure aux États-Unis et qui ébranle aujourd'hui le système bancaire de plusieurs pays européens.

Le rapport web

Rapport sur la stabilité financière dans le monde

FMI, 2008, 26 p.

Les événements de ces six derniers mois ont mis en évidence la fragilité du système financier mondial et soulevé maintes questions quant à l'efficacité de la riposte des institutions publiques et privées. Ce rapport dresse un bilan des vulnérabilités et s'efforce de tirer quelques conclusions et enseignements pour les politiques à venir. En dépit des interventions sans précédent des grandes banques centrales, l'environnement macroéconomique reste préoccupant et les institutions financières faiblement capitalisées. Le système financier mondial subit des tensions grandissantes et les risques qui pèsent sur la stabilité financière demeurent élevés. Les problèmes systémiques se voient

L'AGENDA

- 6-7 septembre 2008 - Conférence « The Patterns of Corruption in the 21st Century », Institute of International Economic Relations, OCDE, Athènes, Grèce
- 16 septembre 2008 - Journée internationale de la protection de la couche d'ozone
- 22-24 septembre 2008 - Conférence « L'Homme et la société face aux changements climatiques/Un agenda pour l'Europe, UE, Paris, France
- 23-24 septembre 2008 - Conférence internationale sur la production durable, RIT, Rochester, USA
- 30 septembre-1er octobre 2008 - Développement local et gestion des ressources naturelles en zone aride, Arene, Paris, France
- 5-14 octobre 2008 - Congrès mondial pour la nature, Barcelone (Espagne)

exacerbés par la détérioration de la qualité des crédits, la dépréciation des produits structurés et l'assèchement des liquidités du marché. Dans l'immédiat, il est essentiel que les pouvoirs publics réagissent pour amortir le risque d'un ajustement encore plus douloureux, notamment en préparant des dispositifs d'intervention et autres mesures correctives.

L'article

Politiques de libéralisation financière et crises bancaires

Ben Gamara, S. ; Plihon, D., *Economie internationale*, n° 112, 2007-4, 2008, pp. 5-28

À partir des années 1970, les pays émergents se sont engagés dans des politiques de libéralisation financière en vue de favoriser la croissance. Or ces politiques peuvent avoir des effets défavorables sur la stabilité des systèmes bancaires. L'hypothèse centrale de cet article est que leur impact sur la stabilité du système bancaire dépend largement des modalités de la libéralisation. L'analyse porte sur un échantillon de vingt-deux pays émergents au cours de la période 1970-2002. Après une revue de la littérature, cet article présente une typologie des politiques de libéralisation mises en œuvre par ces pays. Ensuite, il analyse l'influence sur les crises bancaires des politiques de libéralisation différenciées selon : le degré de libéralisation, l'ordre de priorité et le rythme de mise en place des réformes.

Géographies

Madagascar

L'ouvrage

Quel développement à Madagascar ?

Etudes rurales, Ecole des Hautes études sociales, 2007, 284 p. - Cote PMG.023

La Grande Île fait l'objet, depuis deux décennies, d'une série de mesures de développement qui tentent de relever le défi de lutter contre la pauvreté tout en protégeant la biodiversité. Depuis le début des années 1990 et l'émergence de la troisième république, Madagascar sort doucement d'une longue période de fermeture qui a contribué à la dégradation de ses infrastructures et du niveau de vie de ses habitants. La Grande Île est considérée comme l'un des pays les plus pauvres de la planète mais aussi comme l'un des plus riches en termes de biodiversité spécifique. Au travers des multiples réformes et des projets menés avec un grand nombre d'acteurs, le terrain malgache déploie toute la richesse de son exemplarité et de ses spécificités.

Le rapport web

Dynamique de la pauvreté en milieu rural à Madagascar

Développement institutions et analyses de long terme (France), 2007, 12 p.

Ce rapport constate d'abord que la consommation courante des ménages a globalement progressé sur la période et que la pauvreté a baissé, avec toutefois des disparités importantes entre régions agro-écologiques. Au plan démographique, le suivi dans le temps des ménages révèle de fréquentes décompositions et recompositions familiales se traduisant par un phénomène marqué de « confiance » des enfants, notamment à leurs grands-parents. Les causes et les conséquences économiques de cette instabilité feront l'objet de recherches futures. En matière de gestion du risque, nous trouvons que les chocs subis par les parents exercent un impact sur les décisions de scolarisation des enfants. Plus précisément, les chocs exo-

gènes de revenu ont un impact significatif sur la probabilité de sortir de l'école mais pas sur la probabilité d'entrer à l'école. En outre, si les parents semblent favoriser les filles dans le domaine éducatif, la déscolarisation touche davantage les enfants les plus âgés. Finalement, sur la question de la transmission intergénérationnelle des richesses, les résultats révèlent de fortes inégalités de genre en termes d'héritage foncier : les garçons sont globalement favorisés lors de la transmission des terres. De plus, l'appariement sélectif positif des époux sur le marché du mariage où les « riches » épousent les « riches, les « pauvres » épousent les « pauvres » ne constitue pas un moyen de sortir de la pauvreté pour les femmes faiblement dotées en terres.

L'article

Géopolitique du tourisme à Madagascar : de la protection de l'environnement au développement de l'économie

Sarrasin, B., Hérodote, n° 127, 2007, 28 p.

Madagascar présente une très grande biodiversité qui permet la découverte, l'observation et l'interprétation de communautés biologiques variées disparues de la masse continentale depuis des milliers d'années. Ces caractéristiques constituent l'atout touristique le plus important pour Madagascar. La géopolitique du tourisme à Madagascar repose sur trois notions essentielles : une vision économique et « rationnelle » des ressources naturelles et des menaces qui pèsent sur elles ; un « modèle » particulier de croissance du tourisme qui oriente le développement du secteur ; la double impasse pour la population rurale, sollicitée dans le développement touristique de Madagascar, mais exclue des opportunités économiques que peut offrir le tourisme.

Géographies

Cambodge

L'ouvrage

Le Cambodge contemporain : quelles perspectives de développement compte tenu de la situation politique et économique actuelle ?

Le Bonte, C., L'Harmattan, 2007, 239 p. - Cote PKH.024

Après vingt années de conflits, le Cambodge se relève d'une destruction physique et institutionnelle quasi totale. Les accords de paix signés en 1991 marquent le début de la période de reconstruction et d'une grande espérance. Aujourd'hui, le procès des Khmers rouges semble enfin prêt à se dérouler. Mais où en est le pays ? Cet ouvrage analyse les difficultés rencontrées au cours de la dernière décennie et montre que la corruption et le clientélisme pèsent si fortement sur toutes les activités économiques qu'ils freinent le développement et favorisent les puissants. Alors que la croissance économique dépasse 10 %, les inégalités s'accroissent. La faiblesse des institutions et le manque de perspectives des entrepreneurs précipitent le pays dans une profonde ornière.

Le rapport web

Land Transactions in Rural Cambodia

Sokha, P. ; Le Meur, P. - H. ; Vitou, S. ; Lan, L. ; Setha, P. ; Leakhena, H. ; Sothy, I., Groupe de recherche et d'échanges technologiques, 2008, 235 p.

Cette étude sur les transactions foncières dans les campagnes cambodgiennes a permis d'identifier et d'analyser les transactions en tant que processus sociaux et les acteurs impliqués. Elle permet de mieux comprendre comment fonctionnent les marchés « réels » des droits fonciers. Elle met en lumière l'importance des intermédiaires et courtiers dans les transactions, les fonctions informelles des autorités locales, le poids des acteurs urbains et l'influence des rapports de forces sur les mécanismes marchands, aboutissant entre autres à l'éviction des petits paysans des zones périurbaines et à l'émergence d'une couche de paysans sans terre.

L'AGENDA

- 7-8 septembre 2008 - Séminaire *Water in the Middle-East: Conflict or Cooperation ?* Madrid, Espagne
- 11-13 septembre 2008 - Forum « Media et développement », Commission européenne-Commission de l'Union africaine, Ouagadougou, Burkina Faso
- 22-23 septembre 2008 – Dialogue de la coopération décentralisée en Côte d'Ivoire et les pays voisins, Abidjan, Côte d'Ivoire
- 19-23 septembre 2008 - Conférence des ministres en charge des Ressources naturelles, Union africaine, Addis Abéba, Ethiopie
- 29 septembre 2008 - Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes, FAO, Quito, Equateur
- 7 octobre 2008 - Réunion ministérielle Euromed Ecofin, UE, Luxembourg

L'article

'Business - as usual ?' Governing the Supply Chain in Clothing – Post MFA Phase Out. The Case of Cambodia.

Wallace, T., Document de travail, Global Union Research Network, 2008, 38 p.

Ce papier propose une évaluation de l'opération intitulée "Better Factories Cambodia" initiée par l'Organisation internationale du travail. Il resitue l'industrie du textile cambodgienne dans le contexte actuel d'accords commerciaux et examine en détail la relation entre les leçons tirées par l'OIT et l'attribution de quotas. L'article tire la conclusion que bien qu'au Cambodge le secteur souffre moins que prévu des conséquences de l'Accord sur le Textile de 2004, ce fait pourrait ne pas être dû à la complexité du système de mise en oeuvre du projet au Cambodge. Il serait imputable d'une part, à la résistance dont font preuve les entrepreneurs du textile de ce pays à augmenter les bas salaires et diminuer le temps de travail excessif, et d'autre part, au fait que la date de fixation d'un quota pour la Chine, potentiel concurrent, ait été repoussé à 2008.

Organisations

Zone franc

L'ouvrage

Gouvernance collégiale de banque centrale et politique monétaire : enjeux, fondements et modalités pour les pays africains de la zone franc

N'Guessan, T., L'Harmattan, 2008, 281 p. - Cote F3.030

Les Banques centrales modernes ont certes la gouvernance collégiale comme signe distinctif, mais cette uniformité n'est que de façade. La gouvernance collégiale de chaque Banque centrale moderne repose sur des réponses spécifiques à trois séries de questions : les enjeux, les fondements (théoriques et empiriques) et les modalités de cette gouvernance collégiale. Aussi, se satisfaire de l'institution de gouvernance collégiale ad hoc dans les instituts d'émission des pays africains de la zone franc peut conduire à des réformes institutionnelles inachevées de nature à contrarier l'efficacité de ces Banques centrales. Comment conjurer cette perspective ? L'auteur traite les trois séries de questions fondamentales évoquées : les enjeux, les fondements théoriques et empiriques, mais aussi les modalités d'une gouvernance collégiale de la BCEAO et de la BEAC. Comme toutes les autres Banques centrales modernes en quête d'une plus grande efficacité, ce sont les réponses appropriés apportées à ces trois séries de problèmes qui peuvent disposer la BCEAO et la BEAC à une plus grande efficacité et non à une gouvernance collégiale quelconque.

Le rapport web

Quelles politiques de développement financier en zone franc ?

Meisel, N. ; Mvogo, J.-P., AFD, Jumbo, n° 23, 40 p., 2007

Après avoir défini le développement financier dans ses différentes dimensions, ce rapport présente le travail de recherche engagé à l'AFD et les premiers résultats empiriques auxquels il aboutit : le niveau de développement de la zone franc est légèrement inférieur à celui des pays hors zone franc compte tenu des performances de la CEMAC. Même sur la base d'une comparaison intra-africaine, le niveau de développement financier moyen des PAZF apparaît extrêmement faible. Il dresse ensuite un large état

des lieux du développement financier en zone franc du point de vue de la demande, en recensant les données disponibles les plus récentes et les plus fiables possible. Le constat est clair, les systèmes financiers de la zone franc répondent, globalement, très imparfaitement aux besoins des différentes catégories d'agents économiques (États, entreprises, ménages). Ensuite, il met en perspective l'historique des politiques de développement financier menées ces 50 dernières années. Celle-ci révèle un enchaînement de défaillances de supervision, de conception et de régulation, sacrifiant tantôt la stabilité et la prudence au bénéfice d'un approfondissement financier (années 1960 et 1970), réduisant tantôt l'accessibilité et la diversité des systèmes au profit de leur rentabilité et de leur stabilité (à partir des années 1990). Comprendre la défaillance des systèmes financiers en zone franc amène à proposer une analyse micro-économique du « sous-développement financier » et de ses effets.

L'article

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Paris 3 avril 2008) : La convergence économique en zone franc

Banque de France / Secrétariat du comité monétaire de la zone franc, 2008, 4 p.

Afin de tirer toutes les conséquences de l'union monétaire et de l'ancrage à une monnaie externe, les deux unions de la Zone franc (UEMOA en Afrique de l'Ouest et CEMAC en Afrique Centrale) se sont dotées, à partir de 1994 de mécanismes de surveillance multilatérale. Les Etats membres sont tenus à la réalisation d'objectifs de convergence à la fois économiques et budgétaires. Ces critères permettent, non seulement de promouvoir les pratiques de bonne gestion financière mais facilitent, également, l'intégration économique régionale. La poursuite de ces objectifs contribue à améliorer les structures de ces économies (base fiscale, répartition des dépenses...) ainsi que la pertinence et l'efficacité des politiques économiques communes des unions.

Organisations

OXFAM

L'ouvrage

Building Capacity Through Financial Management: A Practical Guide

Cammack, J., OXFAM, 2007, 146 p. - **Cote T1.203**

Tandis que le renforcement des capacités a fait l'objet de nombreuses recherches, on s'est moins intéressé à la question de la gestion financière indispensable au renforcement de ces capacités. Les bailleurs exigent de plus en plus de leur bénéficiaires, qui sont souvent des organisations à but non lucratif, de se doter de solides systèmes financiers avant de leur octroyer des fonds. S'appuyant sur de nombreuses études de cas, ce guide revient sur la notion de gestion financière et propose des outils pratiques destinés à aider les organisations à but non lucratif à renforcer leur capacités financières.

Le rapport web

Une autre vérité qui dérange : comment les politiques en matière d'agrocarburants aggravent la pauvreté et accélèrent le changement climatique

OXFAM INTERNATIONAL, OXFAM, 2008, 71 p.

Dans les pays riches, les agrocarburants sont présentés comme une solution pour faire face à la crise climatique et pétrolière. Il est bien possible qu'ils ne puissent en fait résoudre aucune de ces crises et qu'ils favorisent plutôt l'apparition d'une troisième : la crise alimentaire qui sévit actuellement. Cependant, le risque est que les agrocarburants permettent aux gouvernements des pays riches d'éviter de prendre des décisions difficiles mais urgentes sur la façon dont ils pourraient réduire leur consommation de pétrole. De nouvelles voies leur sont ouvertes afin de continuer à apporter une aide financière onéreuse à l'agriculture aux frais des contribuables. Dans un même temps, ce sont précisément les pays en développement qui subissent les conséquences les plus sérieuses de ces politiques – l'aggravation de la pauvreté et de la faim, la dégradation de l'environnement et l'accélération du changement climatique.

L'AGENDA

- 8-17 septembre 2008 - Conseil d'administration-PNUD/FNUAP/UNICEF, New York, USA
- 14 septembre 2008 - Réunion informelle des ministres du Commerce, OMC, Genève, Suisse
- 15-26 septembre 2008 - Conseil du commerce et du développement 5ème session, OMC, Genève, Suisse
- 25 septembre 2008 - Cession spéciale de l'AG des Nations-Unies sur l'Afrique, New York, USA
- 29 septembre 2008 - Conseil du commerce et du développement, CNUCED, Genève, Suisse
- 10-13 octobre 2008 - Réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Washington, USA

L'article

C'est le moment : comment les dirigeants mondiaux devraient répondre à la crise des prix alimentaires

OXFAM INTERNATIONAL, OXFAM, 2008, 18 p.

En trois ans, les prix alimentaires ont augmenté de 83 % dans le monde. La crise qui en résulte constitue une menace sans précédent pour les moyens d'existence et le bien-être de millions de ménages ruraux et urbains qui sont les consommateurs de base. Oxfam International et nombre de ses partenaires ont vu ces prix obliger les gens à manger moins ou à s'alimenter de manière moins nourrissante. Les ménages peu fortunés doivent réduire leurs dépenses dans des domaines comme la santé, l'éducation et autres nécessités. L'alimentation des enfants et des femmes est particulièrement précaire car celles-ci veillent souvent à l'alimentation des hommes avant la leur. Oxfam estime que le niveau actuel des prix alimentaires constitue une menace immédiate pour les 290 millions de personnes qui vivent dans les pays les plus vulnérables à l'augmentation des prix. De tels chiffres dépassent de loin ceux évoqués lors des plus grands désastres naturels comme le tsunami asiatique de 2004.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Financer le développement 2008 : appropriation ?

Centre du développement de l'OCDE, 2008, 123 p. -
Cote R3.175

Va-t-on vers une appropriation des politiques de développement par les pays bénéficiaires ? Cette question, toute simple, appelle des réponses complexes. Les bailleurs de fonds et les dirigeants des pays en développement entendent traduire ce principe dans la réalité sans faire hélas beaucoup de progrès. Pourtant, l'appropriation des politiques de développement est indispensable pour que les flux financiers contribuent à réduire la pauvreté ou à stimuler la croissance. Conçu pour accompagner les débats du Forum mondial de l'OCDE sur le développement, cet ouvrage aborde la question de l'appropriation sous plusieurs angles. Les auteurs s'interrogent sur le sens réel de l'appropriation par les pays en développement des politiques de développement du point de vue de l'efficacité. L'extrême complexité du système international de financement du développement empêche les pays de maîtriser leurs relations avec les bailleurs. Les auteurs se demandent comment appliquer, au-delà des sphères officielles, les principes de l'efficacité de l'aide aux acteurs non gouvernementaux. Enfin, ils s'intéressent aux relations entre appropriation, investissement et secteur privé.

Le rapport web

Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration

Wood, B. ; Kabell, D. ; Muwanga, N., United Nations, 2008, 56 p.

Ce rapport est une synthèse des résultats de la première évaluation de la phase de mise en œuvre de la Déclaration de Paris correspondant à la période mars 2005-fin 2007. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide est désormais reconnue comme décisive par la communauté internationale dans les efforts entrepris pour améliorer la qualité de l'aide et son impact sur le développement. Elle définit une feuille de route visant des engagements concrets qui s'organisent autour de cinq axes prioritaires compor-

L'AGENDA

- 2-4 septembre 2008 - Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide, OCDE, CAD, Accra, Ghana
- 15 septembre 2008 - Présentation du rapport sur le développement économique en Afrique, CNUCED, Genève, Suisse
- 16 septembre 2008 - Les stratégies efficaces de développement local, OCDE, Bogota, Colombie
- 18 septembre 2008 - Groupe Conseil aide alimentaire, UE, Bruxelles, Belgique
- 26 septembre 2008 - Conférence Frontiers of Poverty Analysis, WIDER, Helsinki, Finlande
- 29 septembre 2008 - Réunion informelle des ministres en charge du développement, UE, Bordeaux, France

tant chacun un ensemble d'indicateurs de performance. Ce document présente une évaluation complète portant sur huit pays, ainsi que des études sur onze partenaires et agences de développement.

L'article

Atouts et défis de la politique européenne de coopération au développement à l'horizon 2015

Balleix, C., Revue du Marché commun et de l'Union européenne, n° 519, 2008, 11 p.

A l'approche de Sommets internationaux de suivi des Objectifs du Millénaire, où en est la politique européenne de coopération au développement ? Constatant un fossé entre les montants de l'aide extérieure de l'UE et la faible visibilité de cette politique, l'article revient sur les fondements juridiques et souligne l'originalité de certaines orientations européennes dans le domaine du développement. Pourtant, cette politique peine à s'affirmer face à d'autres politiques publiques susceptibles de l'affecter, sans que le traité de Lisbonne ne clarifie nettement ce point. Compétence partagée, elle souffre de difficultés de coordination avec les politiques des Etats membres. Sous la pression des crises liées à l'augmentation des prix des matières premières, les préoccupations de développement pourraient cependant remonter dans l'ordre des priorités internationales et contribuer à la recherche d'une plus grande efficacité de l'aide européenne.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Mondialisation des marchandises et marchandisation du monde

Chervel, M., Publisud, 2008, 580 p. - Cote E3.200

Cet ouvrage présente une approche fondamentalement différente de la pensée dominante : c'est un outil de politique économique et non d'économie politique classique. L'économie politique telle qu'elle fonctionne et est enseignée pratiquement partout est fondée sur un modèle sous-jacent : la réalisation des équilibres de la production et des échanges par un mécanisme de prix réels - ceux du marché - ou de prix de référence résultants d'un modèle. Dans une autre économie politique, au contraire, la politique économique vise à l'allocation des ressources en fonction des besoins et des interactions - la matrice de la production et des échanges - pour répondre à une politique définie par les pouvoirs publics... En cela, ce livre est à contre-courant et alors « subversif » : ses critères ne visent pas la recherche du profit mais celle du développement. Clarifiant la création et les transferts de valeur ajoutée, en ce siècle nouveau de mondialisation désordonnée, de délocalisations sauvages, de bouleversements économiques permanents, ils sont d'une légitimité et d'une actualité encore plus fortes. (EK)

Le rapport web

Rapport 2008 sur les pays les moins avancés

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

La forte croissance enregistrée par les PMA est l'une des caractéristiques encourageantes de l'évolution de l'économie mondiale pendant la décennie actuelle. Depuis 2000, la croissance économique est plus vigoureuse. En 2005 et 2006, elle s'est encore accélérée et les PMA, dans leur ensemble, ont affiché leurs meilleurs résultats depuis trente ans. Au cours de ces deux années, leur taux de croissance moyen a dépassé l'objectif primordial de 7 % fixé par les PMA et leurs partenaires de développement dans le Programme d'action de Bruxelles pour la décennie 2001-2010. Ce rapport évalue le caractère durable de la croissan-

ce économique enregistrée dans les PMA et le nombre de ces pays qui réalisent les meilleurs résultats. Il examine dans quelle mesure la croissance économique contribue à améliorer le niveau de vie des populations pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il analyse les progrès accomplis dans l'élaboration par les PMA de leur propre stratégie de développement et le rôle des politiques de gestion au niveau national. Ce sont là des thèmes essentiels de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide adoptée en mars 2005 et dont la mise en oeuvre sera évaluée à Accra (Ghana) en septembre 2008.

L'article

Introduction à la nouvelle économie politique

Cheikbossian, G., Problèmes économiques, n° 2949, 2008, pp. 30-33

Si la science économique, autrefois désignée par la seule expression « économie politique », ne pouvait initialement se concevoir indépendamment des questions politiques, la distinction qui s'est opérée entre sciences économiques et sciences politiques a conduit les économistes à faire abstraction des aspects politiques et institutionnels de leur discipline. La « nouvelle économie politique » (NEP) réintègre au contraire l'analyse des phénomènes politiques dans le champ de la science économique. Remettant en cause l'idée que les arbitrages effectués par les décideurs publics visent toujours à maximiser le bien-être de l'ensemble de la société, les tenants de la NEP ont notamment recours à la théorie des jeux ou à celle des anticipations rationnelles pour analyser l'influence des groupes de pression, l'incidence des asymétries d'information ou encore les questions de cohérence intertemporelle des choix politiques. Ces derniers apparaissent dès lors comme la traduction de conflits d'intérêts au sein de la société.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : crise alimentaire, microfinance

- GEOGRAPHIES : Polynésie, Indonésie

- ORGANISATIONS : FAO, BIT

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Hadj LAKHAL, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43